

SYNTHÈSE DE CONJONCTURE ÉCONOMIE EMPLOI
EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Auvergne-Rhône-Alpes : au 2^{ème} trimestre 2025 une conjoncture contrastée

NOVEMBRE 2025



En bref...

L'économie française progresse au 2^{ème} trimestre 2025 (+0,3%). Pour le deuxième trimestre consécutif, la croissance est majoritairement soutenue par les stocks (+0,5%). La consommation des ménages reste faible et l'investissement des entreprises connaît un manque de dynamisme. **En Auvergne-Rhône-Alpes, l'économie présente une activité relativement atone (+0,1% contre +0,2% au premier trimestre 2025),** avec des évolutions inégales au cours des trois mois du trimestre et à l'intérieur des trois grands secteurs. La production a progressé modérément dans l'industrie, tandis que le rythme de croissance demeure au ralenti dans les services et la construction. **L'emploi salarié décrit un rebond par rapport au trimestre dernier (+0,3% et +0,5 point).** Une progression tirée par le tertiaire marchand et l'intérim (+0,4% dans les deux cas). **Le taux de chômage poursuit sa légère augmentation au 2^{ème} trimestre comme au trimestre précédent (+0,1 point),** pour s'établir à 6,5% de la population active. Il est de 7,3% en France métropolitaine. **Le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégories A,B,C a diminué de -2,2%,** en raison de la normalisation réglementaire et du ralentissement des inscriptions automatiques.

Zoom sur... les principaux éléments conjoncturels du 1^{er} semestre 2025

À mi-année, plusieurs enseignements conjoncturels se dégagent en Auvergne-Rhône-Alpes. **L'activité économique reste globalement stable (+0,1%).** Les évolutions de l'emploi salarié (+0,3% après -0,2%), du nombre de créations d'entreprises (+7,3% après -0,9%) ainsi que des défaillances (+1,5% après +0,5%) se font de manière irrégulière. Le taux de chômage régional (6,5%) est en augmentation deux trimestres consécutifs (+0,1 point pour chaque trimestre), pour la première fois depuis fin 2023. Il apparaît comme un point à surveiller, tout comme l'activité dans le bâtiment qui décrit un frémissement (augmentation des permis de construire), mais pas encore une nouvelle dynamique (heures rémunérées et emploi salariés toujours en baisse). Enfin, **la demande d'emploi a été fortement soumise à plusieurs processus d'évolution (Loi Plein Emploi, double évolution des règles d'actualisation, décret sanction),** ce qui invite à interpréter les chiffres avec prudence.

Chiffres clés

3 267 183

Emplois salariés

en juin 2025



DPAE

Déclarations préalables
à l'embauche



6.5%

Taux de chômage

de la population active
au 2^{ème} trimestre 2025

622 340

demandeurs
d'emploi

en catégorie ABC
au 2^{ème} trimestre 2025



Évolution
sur un trimestre
(T2 2025 / T1 2025)

↗ +0.3%

(+0.2% en France)

↘ -1.7%

(+0.5% en France)

↗ +0.1 pt

(+0 pt en France)

↘ -2.2%

(-2.2% en France)

Évolution
depuis un an
(T2 2025 / T2 2024)

↗ +0.2%

(+0% en France)

↗ +1.3%

(+2.5% en France)

↗ +0.1 pt

(+0.2 pt en France)

↗ +4.3%

(+4.1% en France)

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Éclairage national

L'économie française poursuit une croissance timide au 2^{ème} trimestre 2025

Au 2^{ème} trimestre 2025, le produit intérieur brut (PIB) de la France progresse de +0,3% contre +0,1% au trimestre précédent. Il faut remonter au 3^{ème} trimestre 2024, pour observer une croissance plus forte, elle s'élevait alors à +0,4%. Ce dynamisme s'explique par l'activité de la production manufacturière dans l'aéronautique et la hausse continue du solde touristique.

Parmi les vecteurs structurels de la croissance, pour le deuxième trimestre consécutif, seuls les stocks soutiennent l'ensemble (+0,5%), principalement grâce aux matériels de transport, l'aéronautique et l'automobile. Quant au commerce extérieur, sa contribution reste négative (-0,2%), tout comme celle de l'investissement (-0,3%). **Il est néanmoins important de souligner le dynamisme de l'investissement des ménages (+0,2% après +0,4%).** L'investissement des entreprises connaît par contre un rythme moins élevé qu'à l'étranger. Plusieurs industriels ont perdu des parts de marché et le climat des affaires se maintient en deçà de sa moyenne de long terme. Enfin, la contribution de la demande intérieure est nulle ce trimestre, avec une évolution de la consommation des ménages comme des administrations publiques qui restent faibles (+0,1% et +0,2%).

Le taux d'épargne continue de progresser, s'élevant désormais à 18,9% du revenu des Français contre 18,8% au trimestre précédent. Trois éléments sont susceptibles d'expliquer ce comportement¹ : d'une part, les effets positifs sur le revenu réel des ménages mettent du temps à se répercuter sur la consommation d'où un excédent temporaire d'épargne, d'autre part la structure des revenus s'est déformée en faveur des revenus de la propriété concentrés dans les ménages les plus aisés dont la propension à consommer est plus faible et enfin le choc inflationniste² a pu conduire les ménages à épargner davantage, accentuant les comportements de précaution.

Pour en savoir plus : [Insee, Note de conjoncture – Septembre 2025](#)

Rappel des déterminants de la croissance

Le PIB est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il a comme avantage de mesurer les richesses créées chaque trimestre par le système productif et de permettre des comparaisons internationales. Les grands agrégats économiques associés au PIB sont les grandes composantes de l'équilibre entre les éléments de l'offre (PIB, importations) et de la demande (consommation, investissement, exportations). Trois approches permettent alors de le mesurer : celle par la production (valeur ajoutée et PIB), celle par la demande ($PIB = Consommation + Formation Brut de Capital Fixe + Dépenses gouvernementales + (Exportations - Importations)$) et enfin celle par les revenus ($PIB = Salaires + Excédent Brut d'Exploitation + Revenus Mixtes + Impôts Liés à la Production + Subventions$). **Cette synthèse de conjoncture s'inspire des travaux de l'INSEE qui privilégient l'approche par la demande, dans le but de décomposer la croissance du PIB en fonction des comportements des agents.** La consommation permet d'observer un moteur essentiel de croissance, l'investissement (y compris la variation de stock) sert d'indicateur de confiance et de dynamisme productif, les dépenses publiques ont un rôle de soutien ou de frein selon la politique budgétaire et enfin le commerce extérieur sert de reflet à la compétitivité ainsi qu'à la conjoncture mondiale. Plusieurs limites demeurent tout de même comme la non prise en compte du bien-être ou la mauvaise mesure de l'activité économique liés aux complexités des systèmes de comptabilité nationale.

¹ [Tresor.economie.gouv.fr](https://tresor.economie.gouv.fr)

² La France enregistre certes une inflation plus faible que dans d'autres pays de l'euro, à +1,2% sur un an en décembre, elle demeurerait selon le ministère de l'Économie et des finances, plus fortement et plus durablement ressentie que ce mesuré par les statistiques.

Vers une croissance française modérée en 2025, au cœur d'une embellie européenne

D'après les dernières projections de la Banque de France de septembre 2025, **la croissance économique de la France s'établirait à +0,7% sur l'ensemble de l'année**³. Cette légère révision à la hausse par rapport aux prévisions du mois de juin (+0,6%), s'expliquerait par une meilleure tenue de l'activité au troisième trimestre, alors que l'on devrait assister à un mouvement de déstockage et un net rebond des exportations au second semestre. La principale nouveauté de 2025 proviendrait du secteur du bâtiment dont l'activité cesserait enfin de reculer.

La situation française contraste toutefois avec celle du reste du continent européen, où l'investissement semble reprendre quelques couleurs (reprise des marchés immobiliers, investissement en biens d'équipements et amélioration des termes de l'échange liée à la baisse des cours du pétrole) malgré un euro fortement apprécié qui pèse sur la compétitivité européenne. En 2025, l'activité de la zone sera à +1,4% après +0,8%. Des divergences conjoncturelles fortes apparaissent tout de même entre les pays. Dès le second trimestre, on observe un repli des économies ayant anticipé les droits de douanes (Allemagne et Italie), tandis que l'Espagne garde la cadence. Sur l'année, l'Allemagne conserverait ainsi un retard (+0,3%), sur l'Italie (+0,6%) et surtout l'Espagne (+2,7%). La croissance américaine impactée par le ralentissement de l'emploi et le regain d'inflation provoqué par l'instauration des barrières douanières ralentirait sur l'année (+1,9% après +2,8%), alors que la Chine se stabiliserait à un niveau bas (+4,8% après +4,9%) malgré une bonne adaptation aux contraintes américaines via l'intensification du commerce intra-asiatique. Le Royaume-Uni maintiendrait quant à lui une bonne dynamique, portée notamment par les dépenses publiques et une contribution positive des exportations (+1,3% après +1,1%).

À noter enfin que les perspectives de croissance en 2026 et 2027 pour la France seraient révisées à la baisse, pour atteindre respectivement +0,9% et +1,1%. Ces ajustements seraient liés à des scénarios à l'international plus défavorables et une plus faible demande extérieure.

Pour en savoir plus sur la situation française : [Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France – Septembre 2025](#)

Éclairage régional

Atonie d'activité pour les entreprises régionales au 2^{ème} trimestre 2025

D'après les enquêtes mensuelles de conjoncture de la Banque de France réalisées auprès d'un panel d'entreprises, **l'économie régionale s'est révélée relativement atone au second trimestre**. Si la dynamique de croissance du premier trimestre s'est maintenue en avril, un net ralentissement a ensuite été observé en mai, suivi d'un redressement modéré en juin.

Dans l'industrie, la production a progressé modérément. Le taux d'utilisation des capacités de production s'est maintenu à un niveau historiquement faible (72% en moyenne), nettement en deçà de sa moyenne de long terme (78%). Les activités sont demeurées en croissance dans la *pharmacie* et l'*agroalimentaire*, et l'amélioration s'est confirmée dans les *fabrications de matériels de transport* et les *fabrications de produits informatiques-électroniques-optiques*, comparativement à un niveau exceptionnellement bas en fin d'année 2024. A contrario, les branches du *textile-habillement-cuir* et du *bois-papier-carton* ont enregistré des reculs importants sur l'ensemble de la période.

Dans les services marchands, le rythme de croissance a ralenti par rapport au trimestre précédent. Si les branches du travail temporaire, de l'*hébergement-restauration* et les *activités comptables et juridiques* sont restées bien orientées sur la période, en revanche, la demande a reculé dans le *transport routier de fret*. Les volumes d'activité dans les *services informatiques* et l'*ingénierie-études techniques* demeurent affectés par les incertitudes liées au contexte géopolitique qui retardent les prises de décision et le démarrage de nouveaux projets.

Dans le secteur de la construction, l'activité du bâtiment, en recul sur avril et mai, s'est nettement redressée en juin, portée par le second œuvre grâce aux chantiers de rénovation. Dans les travaux publics en revanche, l'activité s'est repliée sur l'ensemble du trimestre. Les carnets se sont reconstitués dans le *second œuvre*, ils restent étroits dans le *gros œuvre* et sont jugés insuffisants dans les travaux publics.

Les prix de vente ont faiblement varié dans l'industrie et les services marchands, en revanche la pression concurrentielle a continué de tirer le prix des devis vers le bas dans la construction. Les effectifs ont été préservés dans l'industrie comme dans les services marchands et le bâtiment. Les difficultés de recrutement mentionnées par les chefs d'entreprise se sont progressivement atténuées dans la plupart des secteurs, à l'exception du bâtiment dans lesquelles elles persistent.

Encadré rédigé par la Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, pour en savoir plus : [Banque de France, Tendances régionales, La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes - Avril, Mai, Juin 2025](#)

³ Les premières prévisions au début de l'année se situaient plutôt entre +0,9 et +1,1%.

Une hausse majeure des créations d'entreprises régionales au deuxième trimestre, marquée dans la construction

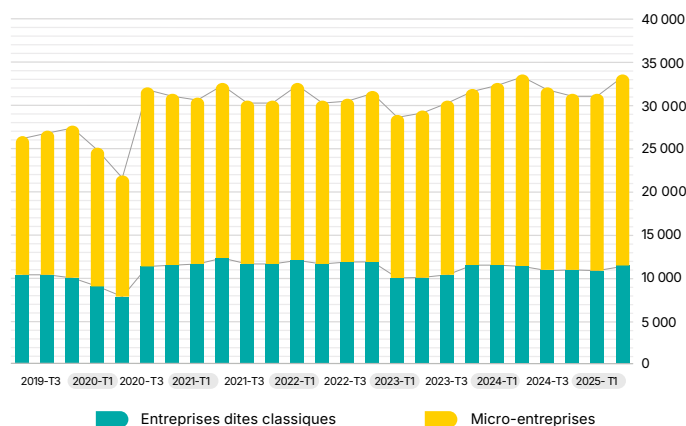
Après trois trimestres consécutifs de diminution, **les créations d'entreprises ont connu une hausse significative au 2^{ème} trimestre 2025 (+7,3%)**, avec 33 743 nouvelles structures, soit 2 291 de plus qu'au trimestre précédent. **C'est la première fois qu'une croissance aussi forte du nombre de créations d'entreprises est enregistrée depuis la crise sanitaire en Auvergne-Rhône-Alpes.**

Cette augmentation s'observe autant chez les entreprises classiques (+8,7%) que chez les micro-entreprises (+6,6%) et dans tous les grands secteurs (industrie, construction, commerce, transport, hébergement et restauration, services). **La croissance la plus remarquable revient toutefois au secteur de la construction dans les entreprises classiques (+23,7%, +33,8 points), et aux micro-entreprises (+19,9%, +43,3 points), des taux jamais observés lors des quinze dernières années.** Deux autres croissances sont observables parmi les entreprises classiques : l'industrie (+14,1%, +12,7 points) et les services (+8,1%, +10,9 points).

En cumul sur un an, le nombre de créations d'entreprises n'apparaît en revanche que très légèrement en hausse (+0,3%) et nettement moins qu'avant la crise sanitaire (+21,1%). Les micro-entreprises du *Commerce, transport, hébergement et restauration* (+6,8%) et de *l'Industrie*, sont les premiers contributeurs de cette évolution.

Évolution des créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et Établissements) ; Données trimestrielles CVS

Les défaillances d'entreprises repartent à la hausse sur le trimestre mais continuent de ralentir en rythme annuel

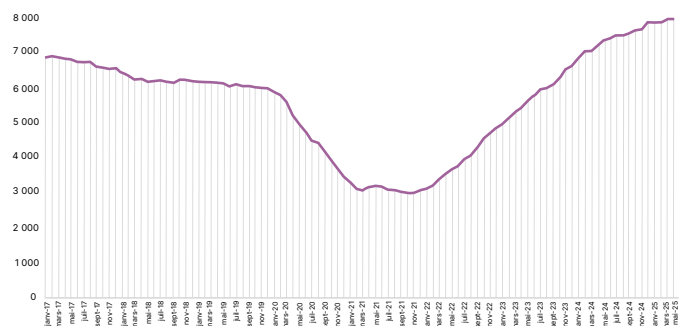
Les défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes ont repris leur croissance au 2^{ème} trimestre 2025 (+1,5% après +0,5%). Avec 8 153 procédures de redressement judiciaire enregistrées, la décélération se poursuit sur un an (+8,8%, après +12,4%), mais leur nombre s'accroît par rapport à 2019 de façon plus marquée en région (+39,2%) que sur l'ensemble du territoire français (+35%).

À l'échelle nationale, la progression des défaillances en rythme annuel décélère mais moins rapidement. En juin 2025, on observe en effet une décroissance du nombre de défaillances d'entreprises (-3,8 points en moyenne contre -5,2 points en mars 2025), marquée pour les petites entreprises (-9,7 points) et les établissements intermédiaires/grandes entreprises (-6,7 points). Seules les entreprises moyennes présentent une croissance persistante (+2,5 points).

La majorité des secteurs continue de voir son nombre de défaillance augmenter sur un an, à l'exception des Activités immobilières. Cependant, plusieurs ensembles décrivent une décélération sur un an, allant de -2,9 points pour *l'Enseignement, santé, action sociale, services au ménage*, à -8,3 points pour la *Construction*. La trajectoire positive des activités liées à l'immobilier (*Construction et Activités immobilières*) renseigne d'ailleurs sur le sursaut potentiel du secteur.

Évolution des défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes (en cumul sur un an)

Unité : en nombre de procédures de redressement judiciaire enclenchées sur un an



En volume comme en proportion, les défaillances d'entreprises restent importantes dans la *Construction*, le *Commerce et réparation automobile*, *l'Hébergement et restauration*, et augmentent vivement dans le *Soutien aux entreprises* avec 66 nouvelles procédures de redressement judiciaire entre mars et juin 2025.

2 L'EMPLOI

La situation de l'emploi salarié

Rebond de l'emploi salarié au 2^{ème} trimestre 2025

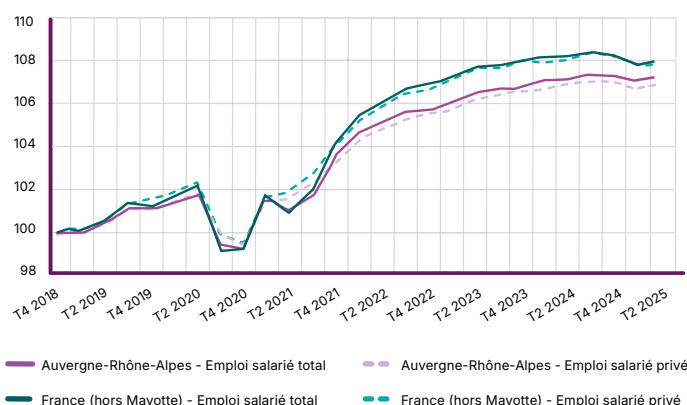
L'emploi salarié présente un rebond au 2^{ème} trimestre 2025 (+0,3% après -0,2% et +8 202 salariés). La région Auvergne-Rhône-Alpes a gagné 5 190 emplois en un an. Cette augmentation est en grande partie le résultat de la croissance de l'emploi dans le secteur public.

Cette progression est aussi due aux croissances du tertiaire marchand (+0,4%) et de l'intérim (+0,4%), dont l'emploi n'avait plus augmenté depuis plus de deux ans. L'emploi privé enregistre également une croissance ce trimestre (+0,3% après -0,2%). Des évolutions marquées qui se retrouvent également en volume, +6 861 emplois pour le tertiaire marchand et +8 262 pour l'emploi privé. La croissance du tertiaire marchand hors intérim se réfère notamment à la progression de l'Hébergement-restauration et à celle de l'Hébergement médico-social. L'industrie reste quant à elle presque stable (-0,1% après +0%). Enfin, la décroissance dans la construction est moindre ce trimestre (-0,3%, après -0,7%) moins marquée que la tendance nationale (-1,7%).

Sur un an, l'emploi salarié croît (+0,2%) et reste supérieur de +5,4% par rapport à l'avant crise sanitaire.

Évolution de l'emploi salarié en France et en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : indice de base 100 au 1^{er} trimestre 2018



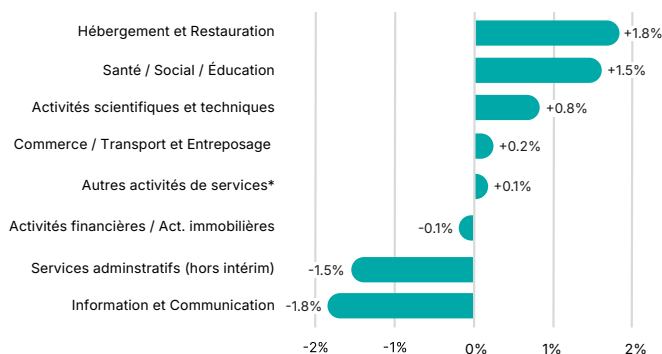
Source : Insee, Estimations d'emploi (estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee) ; Données trimestrielles CVS en fin de trimestre

L'évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

Reprise de la croissance de l'emploi salarié dans les services, l'industrie toujours à la traîne

Évolution de l'emploi salarié du privé dans les services en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



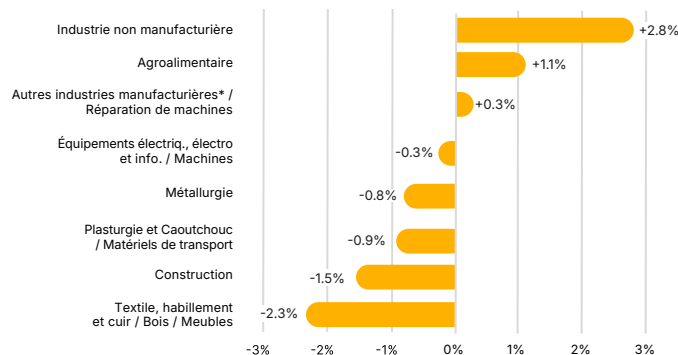
En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié du privé dans le tertiaire (hors intérim) reprend des couleurs avec une croissance de +0,4% sur un an au printemps 2025, soit +0,7 point par rapport au trimestre précédent (-0,3%). Cette embellie est à attribuer à l'Hébergement et restauration (+2,6 points), aux autres Activités de services (+1,7 point), la Santé/social/éducation (+0,7 point) et aux Activités scientifiques et techniques (+0,4 point).

Source : URSSAF, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS. / (*) dont font partie les activités artistiques, récréatives, sportives, celles des organisations associatives ou encore les autres services personnels...

L'emploi salarié privé dans l'industrie en Auvergne-Rhône-Alpes, qui représente un salarié sur cinq, ne suit pas la dynamique, puisqu'il enregistre un recul de -0,1% sur un an, après +0% au trimestre précédent. Les 190 emplois perdus sont relatifs à la *Plasturgie, caoutchouc et matériels de transport*, aux *Équipements électriques et électroniques* et enfin à la *Métallurgie*. Ils sont compensés par le gain de 530 emplois dans l'*Industrie non manufacturière* sous-secteur le plus dynamique (+2,8%).

Évolution de l'emploi salarié du privé dans l'industrie et la construction en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : URSSAF, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS. / (*) dont font partie les industries chimiques et pharmaceutiques, la fabrication d'instruments de musique, de sport, de jeux, les bijoutiers...

Le retournement territorial de l'emploi salarié

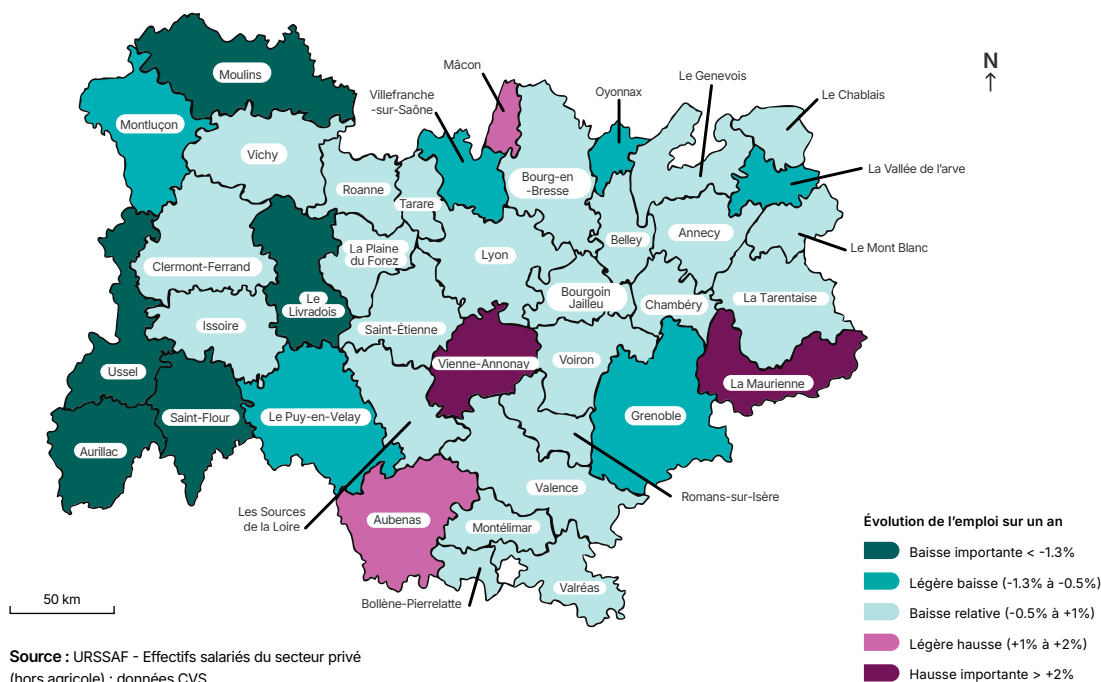
Au deuxième trimestre 2025, on observe un retournement de la dynamique de l'emploi salarié privé dans les zones d'emplois des différents territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes (+0,1% et +0,6 point par rapport au trimestre précédent). Au printemps, 21 zones d'emplois connaissent une augmentation des effectifs salariés contre seulement 9 à l'hiver 2025.

Dans le détail, cinq zones d'emplois présentent une croissance de l'emploi salarié privé supérieure à +1%. Quatre d'entre elles enregistrent même une progression remarquable : La Maurienne (+2,5% et +2,4 points), Vienne-Annonay (+2,6% et +2,3 points), Aubenas (+1,5% et +1,7 points) et Tarare (+1% et +1,3 points). Parmi les grandes agglomérations, Lyon et Grenoble continuent de perdre des emplois (-0,1% et -0,8%), ce qui est aussi le cas de Saint-Étienne (-0,2%) à l'inverse de Clermont-Ferrand (+0,7%). Moulins, Aurillac et Le Livradois connaissent quant à elles les baisses de l'emploi salarié privé les plus importantes, respectivement à -1,8%, -1,6% et -1,5%.

Comparé à l'avant-crise sanitaire, le volume d'emploi salarié privé des zones d'emplois demeure en moyenne supérieur de +4,6% à celui de 2019. La plus grande progression revient à La Maurienne (+10,9%), tandis que le plus grand recul est enregistré par la zone d'emploi d'Oyonnax (-3,2%).

Évolution de l'emploi salarié privé par zone d'emploi sur un an

(2^{ème} trimestre 2025 - 2^{ème} trimestre 2024)



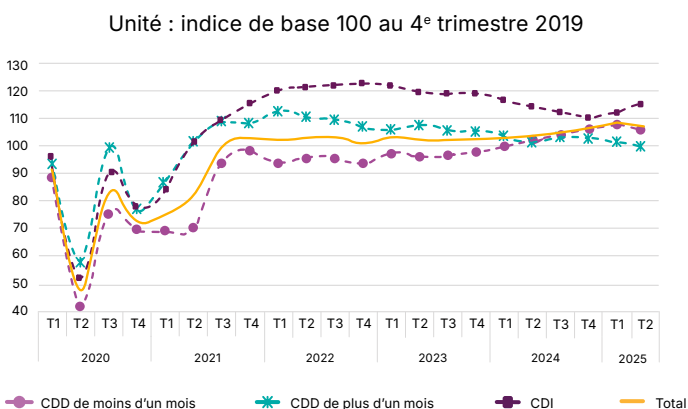
La dynamique de l'embauche

Une progression moins rapide des déclarations d'embauches

Le nombre de déclarations préalables à l'embauche poursuit sa croissance sur un an au deuxième trimestre de l'année, mais à un rythme moins soutenu qu'à l'hiver (+1,3% après +4%). Cette évolution est aussi moins dynamique que celle de l'ensemble du territoire national (+2,4%). Les CDI contribuent ce trimestre à l'augmentation (+1,3% après -3,6%), tandis que les contrats de moins d'un mois continuent d'augmenter mais à un rythme plus lent (+1,9% après +8,1%).

Sur le trimestre, le nombre de déclarations préalables à l'embauche en Auvergne-Rhône-Alpes, a diminué de -1,7%. Seuls les CDI augmentent (+1,5%), contre -1,2% pour les CDD de plus d'un mois et -2,7% pour les CDD de moins d'un mois.

Évolution des déclarations préalables à l'embauche dans le privé en Auvergne-Rhône-Alpes par type de contrat



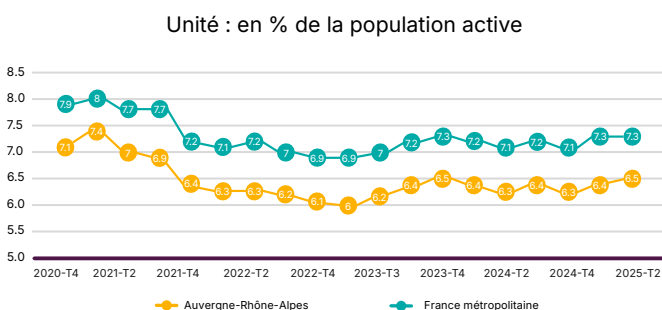
3 LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le taux de chômage

La hausse du taux de chômage se poursuit à un rythme constant

Au 2^{ème} trimestre 2025, le taux de chômage continue d'augmenter au même rythme qu'au trimestre précédent en Auvergne-Rhône-Alpes comme en France (+0,1 point), pour s'établir respectivement à 6,5% et 7,3% de la population active. La région Auvergne-Rhône-Alpes demeure la 4^{ème} région française au taux de chômage le plus bas. Au printemps, deux départements ont également connu une augmentation de +0,1 point (Cantal et Rhône), tandis que la Savoie a enregistré une augmentation plus marquée (+0,2 point, atteignant 5,7% de la population active). La majorité des départements régionaux est restée stable (Ain, Allier, Drôme, Isère, Haute-Loire, Puy-de-Dôme et Haute-Savoie). À l'inverse, l'Ardèche et la Loire ont vu leur taux de chômage diminuer de -0,1 point.

Évolution du taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine



L'évolution de la demande et de l'offre d'emploi

Section rédigée par France Travail

Avertissements

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail. Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du **Conseil national de l'information statistique (Cnis)**. Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C.

En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé (voir avertissement p.3).

Une **documentation méthodologique** est disponible sur le site de la Dares. Elle comprend un document présentant les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques sur les inscrits à France Travail. Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. La notion d'inscrits à France Travail diffère de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (cf encadré page 8).

Prochaine parution, le mardi 28 octobre 2025 : Les inscrits à France Travail en Auvergne-Rhône-Alpes au 3^{ème} trimestre 2025.

Une baisse de la demande d'emploi au printemps, mais pas sur un an

En moyenne au 2^{ème} trimestre 2025, en Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social s'établissait à 707 250 (catégories A, B, C, D, E). Ce nombre a diminué de -1,9 % (-13 580) au cours du 2^{ème} trimestre et crû de +3,7 % sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établissait à 622 340. Parmi eux, 337 940 étaient sans emploi (catégorie A) et 284 400 exerçaient une activité réduite (catégories B, C). **Les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC ont diminué de -2,2% (-13 880) au cours du trimestre et ont augmenté de +4,3 % sur un an.**

Sur la même période, au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 11 567 personnes étaient inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute non corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables (non CVS-CJO)) et 79 416 personnes étaient en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute (non CVS-CJO)).

Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi (inscrits en catégorie ABC) en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC



Source : France Travail-Dares, STMT, Données trimestrielles CVS-CJO

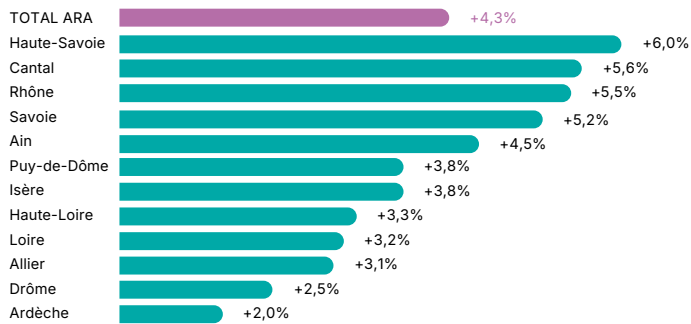
Une variation inégale de la demande d'emploi parmi les départements régionaux

Sur un an, au 2^{ème} trimestre 2025, en Auvergne-Rhône-Alpes, la dynamique du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C varie significativement d'un département à l'autre.

La Haute-Savoie, avec une augmentation de +6%, enregistre la progression la plus marquée, suivie par le Cantal avec une hausse de +5,6%, le Rhône avec +5,5%, et enfin la Savoie avec +5,2%.

À l'inverse, l'Ardèche affiche la plus faible croissance, avec une augmentation de seulement +2%.

Évolution annuelle de la demande d'emploi en catégories ABC entre le 2^{ème} trimestre 2025 et le 2^{ème} trimestre 2024



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC

Une hausse de la demande d'emploi dans toutes les classes d'âge, plus marquée chez les jeunes

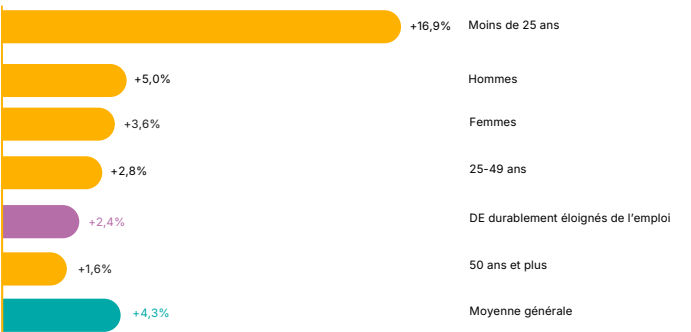
Au cours du deuxième trimestre 2025, en Auvergne-Rhône-Alpes, toutes les classes d'âge ont connu une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits. Les jeunes de moins de 25 ans ont été les plus impactés, avec une hausse spectaculaire de +16,9% sur les 12 derniers mois, principalement due à la mise en vigueur de la loi sur le plein emploi, qui a entraîné la prise en charge par France Travail des jeunes issus des structures MILO.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans s'établit à +2,8% en catégories ABC, tandis que celle des seniors a progressé de +1,6%.

Sur l'année, au deuxième trimestre 2025, France Travail a enregistré une augmentation de +5% du nombre d'hommes inscrits en catégorie ABC, contre une évolution de +3,6% chez les femmes. De plus, le nombre de demandeurs d'emploi durablement éloignés de l'emploi (inscrits 12 mois en catégorie A dans les 15 derniers mois) parmi les demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits en catégories ABC, a augmenté de +2,4%.

Cela souligne l'impact des nouvelles régulations et initiatives sur les différentes tranches d'âge et catégories sociales.

Évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC en Auvergne-Rhône-Alpes par public spécifique entre le 2^{ème} trimestre 2025 et le 2^{ème} trimestre 2024



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC en jaune et données brutes en mauve

■ Une newsletter sur la conjoncture

Tous les trimestres, recevez les dernières actualités et informations clés sur l'économie, l'emploi et le marché du travail dans la région en vous abonnant à la Lettre d'information : «L'actualité conjoncturelle en Auvergne-Rhône-Alpes».

■ Une veille conjoncturelle

Lisez les derniers articles et études sur l'économie, l'emploi, le marché du travail et la formation en Auvergne-Rhône-Alpes grâce à une veille sur la conjoncture régionale.

Rendez-vous sur [Via-Competences.fr](https://www.via-competences.fr) - Veille conjoncturelle

■ Un outil public de visualisation de données régionales

Via Compétences met également à disposition **DataScope**, un outil de datavisualisation dynamique au service des acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'orientation professionnelle.



Retrouvez des informations socioéconomiques actualisées régulièrement sur les métiers, les formations, les territoires et les secteurs d'activité en région Auvergne-Rhône-Alpes. www.datascope.via-competences.fr

Sources

- > **AURA Entreprises**, Synthèse conjoncturelle régionale n°12, Septembre 2025, 31 p.
- > **Banque de France**, Projections macroéconomiques pour la France, 15 septembre 2025, Projections intermédiaires, 5 p.
- > **Banque de France**, Tendances régionales, Avril, Mai et Juin 2025.
- > **DREETS**, Note de conjoncture 2^{ème} trimestre 2025, Auvergne-Rhône-Alpes, 28 p.
- > **INSEE**, Note de conjoncture, Pas de confiance, un peu de croissance, 11 septembre 2025, 60 p.
- > **INSEE**, Comptes nationaux trimestriels, Résultats détaillés, 2^{ème} trimestre 2025, Informations rapides n°189, 30 juillet 2025, 5 p.
- > **INSEE**, Des inquiétudes persistantes pour l'économie régionale, malgré des signaux favorables sur l'emploi, n°49, Septembre 2025, 4 p.
- > **URBALYON**, Observatoire Partenarial Economie Emploi Insertion, Regard sur l'économie et les entreprises lyonnaises n°67, Le climat est morose mais l'activité résiste, Septembre 2025, 16 p.
- > **URSSAF**, Les effectifs salariés privés repartent en légère hausse au 2^{ème} trimestre 2025 en Auvergne-Rhône-Alpes, Octobre 2025 - N°55, 14 p.

Méthodologie

Le choix de la périodicité dans les séries étudiées dépend du type de données utilisées. Les séries dont les données sont disponibles en CVS ou CVS-CJO (correction des variations saisonnières et correction des jours ouvrables) peuvent être comparées entre différents trimestres de l'année. En revanche, les séries dont les données sont brutes (non retraitées) ne peuvent être comparées qu'entre mois ou trimestres similaires (e.g. 3^e trimestre 2024 par rapport au 3^e trimestre 2023).

La cartographie de l'évolution de l'emploi salarié par zone d'emploi a été réalisée à l'aide du logiciel Carte et données. Une discrétisation de type standardisation a été mobilisée pour mettre en avant les valeurs extrêmes de la distribution symétrique. La gradation harmonique a été choisie pour bien opposer les valeurs négatives et positives.



Directrice de publication : Christelle MASSON • **Réalisation** : Cédric CABANEL (Via Compétences), Sandrine LORAND NGUYEN (Banque de France) & Saïd-Hamidou ALLAOUI (France Travail), avec l'appui de Claire LAMY et Jacques MALGRAS (Via Compétences)

• **Mise en page et communication** : **comète** • **Date de publication** : Novembre 2025

• **Email contact** : contact@via-competences.fr